

Rencontres de points de vue dans certaines parties du monde musulman et leur impact sur l'efficacité du CICR

Andreas Wigger*

Andreas Wigger est adjoint au directeur des opérations du Comité international de la Croix-Rouge.

Résumé

Les manifestations de plus en plus importantes de la religion dans la politique et vice versa sont indissociables du contexte des opérations du CICR dans les pays musulmans, et elles conditionnent notamment l'interaction avec les islamistes. L'article analyse quelques-uns des différents points de vue répandus parmi les musulmans et les problèmes qui pèsent sur les relations entre les acteurs musulmans et le CICR. Des aspects sont mentionnés qui peuvent, selon l'auteur, aider le CICR à agir plus efficacement dans ces pays. Les conclusions de cette étude pourraient s'appliquer à toute relation avec des mouvements conservateurs au sein d'autres religions.

⋮⋮⋮⋮⋮

Toute personne ou organisation musulmane travaillant en Occident, et toute personne ou organisation occidentale travaillant dans le monde musulman, est inévitablement confrontée à des mythes. Des traumatismes profonds, issus de

* Original anglais, «Encountering perceptions in parts of the Muslim world and their impact on the ICRC's ability to be effective», *International Review of the Red Cross*, Vol. 87, No. 858, June 2005, pp. 343-365.

Les opinions exprimées dans cet article sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement le point de vue du CICR.

contacts historiques avec «l'autre», ressurgissent, sous un jour nouveau, que ces «autres» soient les croisés, les colonialistes et leurs variantes dites modernes, ou les troupes musulmanes massées en rangs devant les portes de Vienne ou de Poitiers, ou les combattants du *djihad*¹ mondial qui, comme il est prétendu, ont l'intention de détruire la civilisation occidentale. On fomenté la haine et propage la peur, et l'ignorance donne aux mythes une aura de réalité. Du fait de la confrontation de ces dernières années entre Al-Qaïda et à la fois les sociétés et les gouvernements occidentaux et autres, les relations entre l'Occident et l'Orient musulman et la perception qu'ils ont l'un de l'autre sont encore plus complexes qu'au cours des siècles passés.

Anciennes questions dans un environnement nouveau

Le CICR a pour ambition, par son mandat international, de fournir assistance et protection chaque fois que cela est nécessaire et possible aux victimes des situations de conflit armé et de violence collective dans le monde. Plus de la moitié de la totalité des opérations menées actuellement par le CICR visent à aider les victimes musulmanes – prisonniers, familles de personnes portées disparues, blessés, ou civils ayant besoin d'un toit, d'eau potable ou de nourriture. Un coup d'œil rapide sur les activités² menées par le CICR dans plus de 50 États membres de l'Organisation de la Conférence islamique montre la forte présence du CICR dans le monde musulman. Un examen plus attentif des différents contextes indique que l'institution s'y trouve face à de nouveaux types de défis. Or les questions sous-jacentes elles-mêmes ne sont pas nouvelles. La raison en est simplement que des sections considérables de la population ou des groupes influents dans des conflits spécifiques attachent à présent davantage d'importance à ce qui, en fait, relève en grande partie de questions traditionnelles.

En général, le problème est de convaincre la majorité des populations que le CICR travaille de façon indépendante et neutre et qu'il le fait aussi efficacement que possible. Rien de cela n'est nouveau, et il ne s'agit pas non plus d'un problème particulier au monde musulman. Toutefois, lors des guerres qui avaient lieu au Moyen-Orient et dans d'autres régions musulmanes, les participants directs étaient originaires de ces mêmes régions, alors que le CICR, dont le siège est à Genève, était tout aussi étranger à l'une et l'autre partie et donc perçu comme un intermédiaire neutre valable. Aujourd'hui, les armées de certains pays occidentaux opèrent en Afghanistan et en Irak. En même temps qu'ils effectuent des opérations militaires, les soldats protègent les agents humanitaires et les projets de développement à grande échelle destinés aux civils. Ce

1 Le terme «combattant du *djihad*» ou «*djihadiste*» désigne dans cet article tout individu ou groupe ayant déclaré le *djihad* ou guerre contre l'occupant d'un pays musulman, des dirigeants musulmans ou non musulman ou tout non-croyant. Cette guerre déclarée peut être conforme aux critères stricts du droit musulman ou relever d'une interprétation personnelle de ce droit.

2 Pour des précisions sur la situation humanitaire dans le monde, ainsi que sur les opérations prévues du CICR, voir les appels d'urgence 2005 du CICR (décembre 2004).

genre de situation rend difficile la conduite d'activités humanitaires indépendantes: les mouvements de résistance et certains secteurs de la population tendent en effet à associer les organisations occidentales, ou perçues comme telles, aux forces militaires que, précisément, ils combattent. Les dernières guerres en date en Afghanistan et en Irak, le conflit israélo-palestinien toujours non résolu et les conflits qui couvent en Tchétchénie et au Cachemire, outre les opérations policières et militaires effectuées dans nombre de pays musulmans contre des groupes islamistes³, font que personne ne demeure neutre.

Dans certaines parties du monde musulman, les populations se sentent menacées par l'invasion des valeurs politiques, sociales et culturelles du monde occidental, considérées par beaucoup comme «une guerre contre l'islam». Les groupes islamistes s'emparent de cette crainte pour critiquer la décadence de l'Occident «incroyant, laïc». Les délégués du CICR sont de plus en plus souvent interrogés sur leurs propres valeurs, et la modernité et la laïcité sont devenues d'inévitables sujets de discussion où individus, groupes et partis débattent d'un point de vue islamiste. Les sujets varient selon la zone géographique et l'orientation idéologique des personnes concernées. Dans les régions où travaillent de nombreuses organisations missionnaires chrétiennes, comme c'est le cas de l'Asie centrale⁴, le CICR doit prouver qu'il ne fait pas de prosélytisme. Sa neutralité religieuse est particulièrement importante dans les régions d'Afrique et d'Asie où prédominent des tensions, voire des conflits, entre les communautés chrétienne et musulmane. En Irak et en Afghanistan, où certains groupes de *djihadistes* appellent les armées étrangères les nouveaux croisés, le CICR doit montrer en paroles et en actes qu'il est réellement neutre, indépendant et universel. L'emblème de la croix rouge peut donner lieu à des discussions dans toutes ces situations.

Catégories de problèmes

Le présent article examine quelques-uns des différents points de vue répandus parmi les musulmans – et en particulier les islamistes – avec lesquels le CICR entre en contact. Toute recherche sur l'interaction entre le CICR et des institutions religieuses ou des membres d'autres communautés religieuses peut aboutir à des conclusions similaires. En particulier, les mouvements orthodoxes ou fondamentalistes, qui professent une religion abrahamique, à savoir la

3 Pour une définition de l'islamisme, voir par exemple E.G. Fuller, «Islamists in the Arab world. The dance around democracy,» *Democracy and Rule of Law Project*, Carnegie Endowment for International Peace, September 2004, N° 49, p. 3: «Est musulman celui qui croit que le Coran et les hadiths (traditions relatives à la vie du prophète, à ses actions et ses paroles) comportent d'importants principes sur la gouvernance et la société musulmanes, et tente de mettre en œuvre ces principes d'une manière ou d'une autre» (traduction auteur). Selon la définition proposée, dans le présent article les termes «islamiste» ou «activiste musulman» se réfèrent à toute une série d'individus, de groupes et partis, radicaux ou modérés, violents ou non violents, traditionnels ou modernes, démocratiques ou non démocratiques.

4 Voir *Humanitarian Engagement with Armed Groups: The Central Asian Islamic Opposition Movements*, Centre pour le dialogue humanitaire, Genève, 2003.

chrétienté, le judaïsme et l'islam, ont une attitude semblable à l'égard de certaines caractéristiques de la laïcité. Nombre de modèles de pensée et de réaction décrits plus loin se retrouvent, avec des variantes, dans des communautés religieuses non musulmanes.

Dans la première partie, je m'efforcerai de décrire la confrontation opposant sociétés musulmanes et Occident laïc. Je tenterai de mettre en lumière les tensions sociopolitiques majeures qui apparaissent dans ces sociétés entre laïcs et musulmans, et de montrer comment, pour ces derniers, la laïcité constitue le principal danger. Cependant, j'essaierai également de souligner que, d'après des sondages d'opinion effectués récemment dans plusieurs régions musulmanes, la grande majorité des habitants perçoivent négativement la politique menée actuellement par l'Occident au Moyen-Orient. Enfin, je montrerai succinctement comment, dans les pays occidentaux, l'islam politique est à l'origine d'un débat important sur le rôle de la religion et son instrumentalisation telle qu'elle est perçue en politique et dans les conflits. Les réactions de l'Occident aux attaques terroristes de ces dernières années ont accru la séparation entre l'Orient et l'Occident. Aujourd'hui, l'accent est mis sur la nécessité urgente de dialoguer. J'examinerai donc certaines initiatives et tenterai de cerner les conditions majeures requises en vue d'un dialogue productif entre le CICR et le monde musulman.

Après cette présentation dans les grandes lignes des manifestations et répercussions croissantes de la religion en politique et vice versa, je décrirai, dans la deuxième partie, le contexte actuel des opérations du CICR dans les pays musulmans. J'observerai de près en particulier la question de l'interaction de l'institution avec les islamistes. Sur la base de cette étude sur les opinions répandues les plus importantes, je tenterai de déterminer, dans la troisième partie, les catégories de problèmes relatifs à cette interaction. Enfin, je mentionnerai plusieurs aspects qui, à mon avis, peuvent aider le CICR à renforcer ses activités dans les pays musulmans.

Le monde musulman et l'Occident

Confrontation avec le monde laïc

Ces dernières décennies, les interlocuteurs du CICR dans le monde musulman ont de plus en plus cité l'islam comme l'autorité ultime qui détermine tous les aspects de la vie politique, sociale et personnelle. Ils ont également montré qu'il existait une tendance croissante à mettre en question les normes et valeurs déclarées universelles – et codifiées – par la communauté internationale depuis la Deuxième Guerre mondiale. Cette évolution s'est accompagnée d'intenses discussions internes et luttes pour le pouvoir dans la plupart des États musulmans entre laïcs et islamistes. L'Occident – considéré laïc et impérialiste – est toujours présent, directement et indirectement, dans ces débats.

La laïcité vue comme une menace

La situation économique, sociale et politique des pays musulmans a changé de façon spectaculaire au cours du XX^e siècle. L'effondrement de l'Empire ottoman au début du siècle, les deux guerres mondiales, la décolonisation, le nationalisme arabe, la lutte idéologique entre marxisme et capitalisme, le pétrole, la mondialisation et l'influence culturelle occidentale croissante qui l'accompagne ont joué un rôle capital dans ces changements. Pour William Shepard⁵, le facteur le plus influent dans le monde musulman au cours du XX^e siècle a été l'impérialisme occidental sous ses aspects militaire, politique, économique et culturel. Il en ressort que la plupart des idéologies politiques développées dans le monde musulman ou adaptées à ce dernier ont été une réaction aux initiatives occidentales, d'Europe et des États-Unis d'Amérique principalement. La laïcité était et continue d'être une réponse «moderne». Comme en Occident, qui a servi d'exemple, cela implique d'organiser presque tous les aspects de la vie publique conformément à la raison et à l'initiative des êtres humains, la religion étant limitée à la sphère privée et à celle du rituel. On nourrissait alors l'espoir que ce modèle de société apporterait les avantages du progrès dont l'Occident bénéficiait déjà.

À partir de 1970, en réaction contre cette laïcité, se produisit le réveil de la communauté musulmane: l'islam y est considéré comme un mode de vie, et la charia régit à la fois les sphères publique et privée. Pour les islamistes, ce n'est pas l'islam qui empêche le progrès: ce sont les fausses interprétations des sources originelles, le Coran et la sunna. De ce point de vue, l'idéologie laïque est considérée comme menant à une catastrophe morale et à une perte d'identité. Les groupes et les États qui adhèrent à un modèle islamiste (comme l'Iran, le Soudan et le Pakistan) montrent que les gouvernements laïcs sont incapables de parvenir à une plus grande justice sociale.

Shepard⁶ conclut que la nature de l'impérialisme occidental dans le monde musulman a changé dans la deuxième moitié du XX^e siècle, passant d'une présence physique, coloniale, à une domination «douce», implicite, culturelle. Il estime que l'influence de ce phénomène de domination sera beaucoup plus importante à long terme. Akbar Ahmed exprime ce point de vue de manière très succincte: «Si, pour les musulmans, le colonialisme européen de la fin du XIX^e siècle était un état de siège moderne, la campagne culturelle occidentale de la fin du XX^e siècle est une guerre éclair postmoderne⁷.» Bassam Tibi y voit en revanche une sorte de consommation sélective de biens occidentaux. Il a interrogé des musulmans sunnites de différentes écoles et est parvenu à la conclusion que la majorité des musulmans d'aujourd'hui, tout en conservant une vision organique et globale du monde en tant que musulmans, sont néanmoins favorables à l'utilisation des réalisations modernes de l'Occident.

5 William Shepard, «The diversity of Islamic thought: Towards a typology», in Suha Taji-Farouki and Basheer M. Nafi (eds), *Islamic Thought in the Twentieth Century*, I.B. Tauris, New York, 2004, pp. 61-103.

6 *Ibid.*, p. 62.

7 Voir Akbar Ahmed, *Postmodernism and Islam*, London and New York, 1992, p. 157.

«En même temps, toutefois, ils rejettent ce qui est moderne culturellement – de cette modernité qui, outre ses avancées techniques, a aussi et surtout apporté le pluralisme culturel, soit la liberté de penser différemment, pluralisme ancré dans une vision rationnelle du monde qui transcende les croyances spécifiques, reconnaissant chaque personne comme un acteur libre⁸.»

D'après Anthony Black⁹, cependant, le rejet témoigné à l'égard de l'Occident est une des principales caractéristiques du fondamentalisme (c'est-à-dire l'islamisme). Il considère en effet que ce rejet découle de la perception selon laquelle l'Occident est, qualitativement, une nouvelle menace; cela va de pair avec l'insistance particulière mise sur la différence entre «eux» et «nous», et oppose les croyants aux non-croyants.

De plus, dans de nombreuses sociétés postcoloniales, le renouveau religieux fondé sur les traditions existantes constitue un processus différé de décolonisation¹⁰. Il s'agit de la troisième phase de l'histoire culturelle de l'opprimé dans la société mondiale telle que Tibi la décrit¹¹. La première phase a été le renouveau de la culture originelle des populations vivant sous le régime colonial, qui a abouti aux mouvements anticoloniaux. La deuxième phase a été l'occidentalisation de l'élite, qui a renoncé à sa propre culture pour se projeter dans une culture étrangère.

Nous assistons aujourd'hui à une sorte d'échec et mat¹² entre laïcité et islamisme. Les islamistes n'ont pas réussi à s'emparer du pouvoir des laïcs dans la plupart des pays, et les laïcs n'ont pas réussi à exclure les islamistes. Cependant, Fuller¹³ considère que les islamistes constituent le plus fort mouvement d'opposition aux gouvernements existants, du moins dans le monde arabe. Il affirme également que ces mouvements s'amplifient, se métamorphosent et se diversifient très rapidement.

Pour tous les islamistes, la laïcité représente une menace, à des degrés divers toutefois. Les organisations occidentales estiment qu'il est important d'être conscient des principaux éléments de ce jugement.

En Europe également, la laïcité est apparue dans un contexte d'extrême tension entre, d'une part, les Églises chrétiennes et, d'autre part, les sciences modernes, la technologie et la démocratie naissante. Les Églises ont déclaré la guerre aux manifestations modernistes, tandis que les modernistes ont tenté de remplacer et d'ignorer la religion, de la restreindre à la sphère privée. Hans Küng estime que cela est «une erreur de la part de l'Europe chrétienne», qui a entraîné «un manque de respect envers la loi, une désorientation et une

8 Bassam Tibi, *Die fundamentalistische Herausforderung: Der Islam und die Weltpolitik*, Verlag C.H. Beck, Munich, 1992, p. 40 (traduction auteur).

9 Anthony Black, *The History of Islamic Political Thought: From the Prophet to the Present*, University Press, Edinburgh, 2001, p. 338.

10 Voir Gerrie Ter Haar, «Religion: Source of conflict or resource for peace», dans Gerrie Ter Haar and James J. Busuttill (eds), *Bridge or Barrier: Religion, Violence and Visions for Peace*, Brill, Leiden, 2005, p. 7.

11 Bassam Tibi, *Die Krise des modernen Islam: Eine vorindustrielle Kultur im wissenschaftlich-technischen Zeitalter*, Suhrkamp, Frankfurt am Main, 1991, p. 28.

12 William Shepard, *op. cit.* (note 5), p. 86.

13 E.G. Fuller, *op. cit.* (note 3), p. 3.

impiété que les musulmans critiquent¹⁴». Une des caractéristiques de la société moderne est que la politique, le droit, l'économie, les sciences, l'éducation et l'art se sont émancipés au sens temporel du terme et que les domaines laïcs demeurent donc hors du contrôle de la religion. Dans nombre de pays musulmans, avec la modernisation sur tous les fronts, ce processus complexe de laïcisation a bien progressé. Mais beaucoup le considèrent comme une importation nuisible, occidentale. D'éminents critiques¹⁵ attirent l'attention sur la perte des repères en Occident et déclarent que le niveau de vie soi-disant élevé a remplacé le sens de la vie.

Jacques Waardenburg¹⁶ a tenté de répondre à la question concernant la façon dont les intellectuels musulmans au XX^e siècle percevaient et expliquaient l'Occident. Il décrit comment différents Occidents ont existé à différentes époques et en différents endroits pour différentes sociétés et différents groupes musulmans. Par le passé, les musulmans connaissaient les empires étrangers sous les noms de «Francs», «Chrétiens» ou d'«Europe». Jacques Waardenburg conclut que le terme «Occident» a remplacé tous ces noms au cours de la deuxième moitié du XX^e siècle. Il existe plusieurs connotations et images fortes de «l'Occident». Examinons de plus près celui de l'Occident comme «société barbare». Cette notion regroupe toutes les marques de la décadence; l'Occident y apparaît pour le reste du monde comme un danger qui nourrit une agressivité intrinsèque, capable de se manifester à tout moment sous l'aspect du colonialisme, de l'exploitation économique et de la domination politique. Deux islamistes importants décrivent l'Occident comme un adversaire et un danger et affirment qu'il est tombé dans une *jahilliyyah*¹⁷ moderne, terme dénotant la période préislamique de l'ignorance. Ce point de vue, propagé par Sayyid Qutb, d'Égypte, et Abu al A'la Mawdudi, du Pakistan, est que l'Occident est caractérisé par l'égoïsme, la solitude et le matérialisme pur; c'est le pays de l'aliénation métaphysique et de la mort de Dieu; cet Occident barbare se détruira lui-même et on peut seulement se protéger contre lui; les personnes tombées sous son charme maléfique doivent être libérées.

Il conviendrait d'envisager cette littérature islamiste dans le contexte d'un conflit idéologique majeur, où la laïcité est aux yeux des islamistes le

14 Voir Hans Küng, *Der Islam: Geschichte, Gegenwart, Zukunft*, Piper Verlag, Munich, 2004, p. 768 (traduction auteur).

15 Sayyid Qutb, islamiste égyptien, affirme: «Derrière la pensée matérialiste qui domine en Occident, ramène l'éthique au rang d'utilité et exhorte à une compétition acharnée pour remporter des marchés et faire du profit, derrière cette pensée qui proscriit l'élément spirituel de la vie et la foi dans tout sauf les expériences et laboratoires scientifiques, qui méprise les idéaux absolus et définit les choses uniquement en termes de fonctionnalité, comme c'est le cas de la philosophie du pragmatisme, derrière cette pensée il n'y a que le matérialisme marxiste sous une forme différente» (traduction auteur). Voir William Shepard, *Sayyid Quth and Islamic Activism: A Translation and Critical Analysis of Social Justice in Islam*, Brill, Leiden, 1996, p. 349.

16 Jacques Waardenburg, «Reflection on the West», in Suha Taji-Farouki and Basheer M. Nafi (eds), *Islamic Thought in the Twentieth Century*, I.B. Tauris, New York, pp. 261-295.

17 *Jahilliyyah*: «période préislamique, ou état d'ignorance du monothéisme et du droit divin» (traduction auteur). John L. Esposito (Editor in Chief), *The Oxford Dictionary of Islam*, Oxford University Press, 2003, p. 154.

véritable ennemi de l'islam. Ils appellent les musulmans à adopter la science, la technologie et l'organisation des services publics de l'Occident, tout en mettant sévèrement en garde contre son idéologie sous-jacente, c'est-à-dire le matérialisme laïc. Il est important de comprendre que la chrétienté paraît moins menaçante que la laïcité. Selon l'analyse islamiste, la religion est en train de disparaître en Europe occidentale et, aujourd'hui, le véritable combat de toutes les religions est le combat contre la laïcité. Jaques Waardenburg affirme qu'un immense recueil d'écrits religieux musulmans est consacré au combat contre la laïcité en tant qu'idéologie et à une nouvelle inculcation de la foi et de la pratique religieuses dans les sociétés musulmanes¹⁸.

L'impérialisme: un danger

Les quelques études représentatives effectuées récemment dans les pays musulmans sur des thèmes régionaux et internationaux actuels montrent cependant que l'Occident est perçu de plusieurs façons. Les gens sont méfiants à l'égard des véritables motivations de l'Occident. Il s'agit surtout de la lourde présence militaire des États-Unis¹⁹, que beaucoup considèrent comme une agression contre l'*oumma*²⁰. Pour ces personnes, la résistance est un *djihad* légitime et, dans certains cas, elles approuvent même les attaques menées contre les civils si ces derniers collaborent avec l'occupant.

Un récent sondage d'opinion²¹ réalisé au Machrek²² donne des indications importantes. Il ne serait guère judicieux de se contenter de tirer des conclusions en extrapolant au sujet de l'ensemble du monde musulman, mais certaines tendances générales se dégagent. La politique menée par les États-Unis concernant le conflit israélo-palestinien et l'occupation de l'Irak fait naître des sentiments analogues d'impuissance et de traitement arbitraire dans une grande partie du monde musulman. D'après ce sondage, les opinions sur le monde occidental (limité dans ce cas au Royaume-Uni, à la France et aux États-Unis) sont très différenciées. La politique des pays occidentaux, dominée par les États-Unis, a été le facteur le plus influent en ce qui concerne les points de vue sur l'Occident.

Les personnes interrogées ont affirmé qu'elles n'adhéraient pas aux déclarations simplistes sur les guerres entre croisés et musulmans, ou selon lesquelles il s'agirait d'un choc de civilisations. Toutefois, beaucoup sont préoccupées par la vague de fanatisme religieux à la fois dans le monde arabe et le monde occidental. En Jordanie, en Égypte et en Palestine, la plupart

18 Jacques Waardenburg, *op. cit.* (note 16), p. 182.

19 Voir, par exemple, Pew Global Attitudes Project, *A Year after Iraq War: Mistrust of America in Europe ever Higher, Muslim Anger Persists. A Nine-Country Survey*, Washington, mars 2004.

20 *Oumma*: «Communauté musulmane. Concept fondamental dans l'islam, exprimant l'unité fondamentale et l'égalité théorique des musulmans de divers horizons culturels et géographiques. Dans le Coran, ce terme désigne les personnes à qui Dieu a envoyé un prophète ou des personnes faisant l'objet d'un plan divin de salut» (traduction auteur). Voir Esposito, *op. cit.* (note 17), p. 327.

21 Center for Strategic Studies, *Revisiting the Arab Street: Research from Within*, University of Jordan, Amman, février 2005.

22 Égypte, territoires palestiniens, Liban, Syrie et Jordanie.

considéraient la charia comme la seule et unique source de droit. Parallèlement, la grande majorité des populations de tous les pays musulmans sont favorables à l'adoption et à la pratique de l'*ijtihad*²³ de nouveau.

Parmi les personnes interrogées dans le cadre de ce sondage, les jeunes, notamment, condamnent la politique des États-Unis et du Royaume-Uni mais pas les valeurs culturelles ni l'identité de ces pays. Les avis négatifs portent sur des actions et des négligences politiques spécifiques, ou sur les opérations militaires menées dans la région. Pour ces jeunes, il n'y a pas de séparation religieuse ou culturelle entre l'Orient et l'Occident.

Cependant, pour la grande majorité des personnes interrogées, les actions lancées contre la puissance d'occupation (notamment Israël dans les territoires palestiniens et les États-Unis en Irak) ne sont pas du terrorisme. Les groupes de militants locaux sont considérés comme des groupes de résistance légitime. Selon la plupart des Jordaniens et des Palestiniens, ainsi que les deux tiers de l'ensemble des jeunes (entre 16 et 34 ans) de tous les pays du Machrek qui ont répondu au sondage, Al-Qaida est une organisation de résistance juste.

Le scepticisme général témoigné à l'égard des véritables objectifs de la politique occidentale dans la région et la sympathie pour les groupes islamistes avaient déjà été constatés lors d'un sondage réalisé par le Pew Project en mars 2004²⁴. Cette étude représentative avait été effectuée dans quatre pays musulmans : Turquie, Pakistan, Maroc et Jordanie. Surtout, un sentiment général de colère avait été exprimé au sujet de la politique des États-Unis. La plupart des personnes interrogées au Pakistan et au Maroc avaient une opinion favorable de Ben Laden. Beaucoup soupçonnent la communauté internationale de ne pas traiter les problèmes régionaux et mondiaux selon les mêmes critères, et d'accorder une plus grande priorité à la protection des ressources et à l'ouverture de nouveaux marchés qu'à la justice sociale et politique²⁵. En ce qui concerne les attaques-suicides, la plupart des personnes interrogées en Jordanie et au Maroc et un peu moins de la moitié de celles qui l'ont été au Pakistan ont déclaré y être favorables, si ces actes sont dirigés contre les Américains et autres Occidentaux se trouvant en Irak.

Le rôle de la religion dans le domaine politique

Les discussions et controverses qui ont lieu dans le monde musulman ont souvent trait au rôle de la religion. Les attaques terroristes perpétrées à New York,

23 L'*ijtihad*, terme juridique musulman qui signifie «raisonnement indépendant», est une des quatre sources du droit sunnite. Utilisé dans les cas où le Coran et la sunna ne donnent pas d'indication, l'*ijtihad* requiert une profonde connaissance théologique. Il doit être pratiqué par le biais d'un raisonnement faisant appel à l'analogie ou au syllogisme. Ses conclusions ne peuvent pas contredire le Coran et il ne peut pas être utilisé lorsqu'il y a consensus (*ijma*). Pour les sunnites, l'*ijtihad* est faillible puisque plusieurs interprétations d'une même question juridique sont possibles. Les réformateurs islamiques appellent à une renaissance de l'*ijtihad* dans le monde moderne. Voir Esposito, *op. cit.* (note 17), p. 134.

24 Pew Global Attitudes Project, *op. cit.* (note 19).

25 Voir, par exemple, les conclusions du rapport Pew, selon lesquelles la majorité des personnes interrogées en Jordanie, au Maroc, au Pakistan et en Turquie pensaient que la vraie raison de la guerre contre le terrorisme était l'intérêt des États-Unis pour le pétrole de la région, *Ibid.*, p. 18.

Washington, Madrid, Bali et ailleurs ont mis l'islam au banc des accusés, comme religion de la violence. Pour beaucoup en Occident, l'islam est une menace vague, implicite contre la société moderne et laïque; le débat sur le port du voile en France en est un exemple. Ils ont peur que des armes de destruction massive tombent dans les mains de groupes islamistes, et ils considèrent par conséquent l'islam comme une menace pour la paix dans le monde. Peut-on donc parler à juste titre d'un choc entre l'Occident chrétien et le monde musulman? Peut-on aller jusqu'à juger, comme c'est souvent le cas de l'idéologie politique occidentale, que la religion est le véritable instigateur des conflits d'aujourd'hui²⁶? Comme nous l'avons vu précédemment, les sondages d'opinion effectués dans le monde arabe et, plus largement, dans le monde musulman vont à l'encontre de cette théorie du choc entre deux mondes. Il n'en reste pas moins qu'il y a réellement des tensions considérables. Huntington affirme que dans cette ère nouvelle, les guerres n'opposeront plus des idéologies mais principalement des civilisations et donc des religions²⁷. Küng approuve cette théorie sur deux points déterminants²⁸. En premier lieu, les religions jouent un rôle fondamental dans la politique mondiale et, en deuxième lieu, elles ne vont pas simplement fusionner en une seule et unique religion de paix; il est donc réaliste de tenir compte de leur potentiel conflictuel. Indirectement, Ter Haar²⁹ préconise lui aussi un jugement modéré sur la religion lorsqu'il souligne que la religion n'est pas pacifique en soi; cependant, elle ne doit pas pour autant mener systématiquement à des conflits. Considérant l'hypothèse largement répandue en Occident selon laquelle la religion est inévitablement source de violence, il se demande s'il ne serait pas en fait plus avisé de parler de religion instrumentalisée. Sous cet aspect, la religion serait un moyen comme un autre, qui permettrait éventuellement d'atteindre des buts très concrets; on pourrait également utiliser le terme d'«idéologisation» de la religion, ou son détournement par la politique. Hugo Slim³⁰ soutient que la croyance religieuse n'est pas seulement exploitée par la guerre mais aussi qu'elle la véhicule véritablement. Il montre cependant que, avant de développer une doctrine de violence extrême et aveugle, un groupe doit accepter une «théologie activiste de la violence».

Dans ce contexte, les dirigeants occidentaux tendent à considérer que «l'islam politique» est intrinsèquement problématique, voire une exploitation non musulmane et perverse de la religion à des fins politiques. Selon l'International Crisis Group³¹, l'Occident a seulement commencé à percevoir la notion d'islam politique comme un problème quand les islamistes se sont mis à formuler et propager des prises de position antioccidentales et, plus spécifiquement, anti-américaines. On dit souvent que l'islam est une religion non

26 Ter Haar, *op. cit.* (note 10), p. 5.

27 Samuel P. Huntington, «The clash of civilisations?», *Foreign Affairs* 72, 1993, No. 3, pp. 22-49 (existe en français: *Le choc des civilisations*, Paris, Odile Jacob, 1997).

28 Hans Küng, *Das Christentum: Wesen und Geschichte*, Piper, Munich/Zurich, 1994, p. 888.

29 Ter Haar, *op. cit.* (note 10), p. 8.

30 Hugo Slim, «Violent beliefs», *RUSI Journal*, April 2005, pp. 20-23 (traduction auteur).

31 *Comprendre l'islamisme: Rapport Moyen-Orient : Afrique du Nord n° 37*, International Crisis Group, 2 mars 2005, pp. 1-3.

violente, occasionnellement pervertie par des combattants du *djihad*. Ce point de vue suppose au préalable que le *djihad* n'a pas réellement de place dans la tradition musulmane. Or il est clair que cela ne correspond pas à l'enseignement musulman orthodoxe puisque, dans certaines circonstances, le *djihad* est réellement une guerre d'autodéfense, conformément à des règles précises et un calendrier limité³².

L'appel universel au dialogue

Après les attaques terroristes de ces dernières années, l'Occident a jugé urgent de rétablir et de maintenir la sécurité – d'où le terme de «lutte contre le terrorisme». La forme que cette lutte doit prendre fait l'objet d'intenses discussions. On s'efforce d'éviter de définir la «guerre mondiale contre le terrorisme» comme une lutte contre l'islam ou les musulmans. Le «dialogue», le mot à la mode, est salué comme une mesure d'accompagnement importante. Il est soutenu par des gestes efficaces, souvent sous la forme d'activités d'assistance. Il s'agit de prouver dans la vie quotidienne des gens que l'Occident respecte la grande majorité des musulmans et souhaite vivement travailler en coopération et partenariat avec eux.

Il n'y a pas d'accord sur les règles à appliquer en vue de ce dialogue. Les sujets à examiner sont souvent mal définis, et chaque partie soupçonne l'autre d'avoir des objectifs cachés. En des termes purement formels, Tibi énonce les éléments suivants comme quelques-unes des conditions minimales requises pour tout dialogue entre les représentants de différentes cultures: «Égalité mutuellement reconnue, malgré la nature différente de l'autre, sur la base de normes et valeurs acceptées comme la tolérance religieuse et le pluralisme politique³³.»

Anna Würth³⁴ formule un certain nombre de recommandations conceptuelles en vue de discussions sur les droits de l'homme dans les pays qui suivent les préceptes de l'islam. Elle appelle l'attention sur les pièges de l'essentialisme, qui consistent à vouloir établir la «position occidentale» ou la «position musulmane» sur un droit particulier. Elle met également en garde contre les tentatives visant à chercher des valeurs communes, par exemple, par un dialogue interconfessionnel ou interculturel. Selon elle, l'expérience prouve qu'une approche trop éloignée de la réalité, qui s'efforce de trouver un consensus autour de certaines valeurs et des éléments compatibles entre l'islam en tant que tel et le droit international, par exemple, provoque souvent des réactions défensives ou apologétiques, tandis que, dans les faits, rien ne change. À son avis, il ne s'agirait donc pas de demander sans cesse et partout ce que dit l'islam sur une question particulière, mais de s'en tenir à ce que l'interlocuteur que l'on a en face de soi dans une situation concrète donnée considère

32 Voir l'examen très détaillé d'Ameur Zemmal dans son livre *Combattants et prisonniers de guerre en droit islamique et en droit international humanitaire*, Éditions A. Pedone, Paris, 1997, pp. 43-58.

33 Bassam Tibi, *op. cit.* (note 8), p. 19 (traduction auteur).

34 Anna Würth, *Dialog mit dem Islam als Konfliktprävention? Zur Menschenrechtspolitik gegenüber islamisch geprägten Staaten*, Deutsches Institut für Menschenrechte, Berlin, 2003, p. 9.

comme étant la position musulmane. Cela est certainement un conseil sensé, étant donné la large gamme de situations différentes et l'absence d'une source centrale d'orthodoxie comparable à celle, par exemple, de l'Église catholique romaine. Würth³⁵ souligne que les aspects problématiques des sociétés guidées par l'islam, et les domaines qui nécessitent des explications, sont largement considérés en Occident comme découlant de l'islam plutôt que de l'équilibre politique du pouvoir ou de l'inégalité économique. Elle estime que cette insistance occidentale sur l'aspect religieux et culturel va de pair avec un manque fondamental d'intérêt pour l'Histoire et la politique. L'Occident est manifestement soupçonné de se concentrer de façon égoïste et exclusive sur la menace terroriste, son problème immédiat, en espérant affaiblir les motivations islamiques supposées des groupes de résistance par des appels de leurs chefs religieux. L'exigence musulmane d'une plus grande justice internationale dans le traitement des conflits qui ont une valeur symbolique pour les sociétés musulmanes apparaît comme délibérément ignorée.

Les organisations internationales doivent être conscientes de la complexité politique et religieuse du monde musulman lorsqu'elles opèrent dans ce contexte. Le bref aperçu général présenté dans la première partie de ce document vise à les aider à mieux discerner les raisons pour lesquelles certains groupes sont sceptiques sur bon nombre de choses qui viennent de l'Occident, ou les rejettent entièrement. Depuis les attaques terroristes de 2001 aux États-Unis, et les guerres qui les ont suivies en Afghanistan et en Irak, la communication entre l'Occident et le monde musulman a empiré, accentuant encore davantage le fait que chacune des parties considère l'autre comme un ennemi³⁶. Il importe par conséquent que les organisations humanitaires en particulier perçoivent leur environnement de manière aussi distincte et différenciée que possible. Les généralisations affaiblissent la compréhension mutuelle et donc la confiance, qui est la base de toute forme d'action humanitaire.

C'est pourquoi, dans la prochaine partie, je me concentrerai sur ceux qui – en tant qu'individus, partis ou groupes – au sein du monde islamique veulent introduire et mettre en application la panoplie complète de la charia: ses règles et ses sanctions, sa juridiction et la forme de gouvernement qu'elle prescrit. Cela me conduira à définir certaines questions sensibles sur le plan idéologique et plusieurs sujets de discussion possibles entre ces forces politiques et sociales et les organisations humanitaires.

L'activisme islamiste

Dans l'espoir d'augmenter les chances de parvenir à un dialogue fructueux, je tenterai dans cette partie de montrer où peuvent se situer les problèmes

35 *Ibid.*, pp. 21 et 22.

36 Voir Zidane Mériboute, *La fracture islamique: demain le soufisme?*, Paris, Fayard, 2004, p. 12. Mériboute parle d'une rupture de la communication entre les civilisations occidentale et musulmane et annonce que l'avenir sera sombre si les deux camps persistent à s'ignorer et à se rejeter l'un l'autre.

dans les contacts entre les délégués du CICR et les représentants de différentes tendances islamistes. Le fait de limiter cette analyse à l'islamisme³⁷ a deux implications. En premier lieu, je n'examinerai pas dans quelle mesure l'islam en tant que tel – avec sa doctrine théologique claire et un système de croyance qui traite de questions comme le surnaturel, les valeurs morales, le destin et le sens de la vie – est lié au CICR et au droit international humanitaire. Plus exactement, je suppose que toute opération humanitaire est effectuée dans le contexte d'une situation sociale concrète et qu'il importe donc de se familiariser avec le discours et la pratique des activistes islamistes dans cette situation précise. En deuxième lieu, je ne me concentrerai pas sur la grande majorité des musulmans; il n'est en effet pas possible de définir toutes les catégories des problèmes relatifs à l'interaction entre les délégués du CICR et les diverses communautés musulmanes dans le monde.

Par «monde musulman», j'entends principalement le monde arabe, même si, en termes démographiques³⁸, il constitue une minorité. Il y a deux raisons à cela. La première est que le CICR est présent sur une vaste échelle dans le monde arabe depuis très longtemps. Les délégués de l'institution y ont travaillé dans presque tous les conflits survenus dans la région, et ont des contacts intenses avec les principaux groupes et États islamistes. La deuxième raison est que c'est dans cette région précisément que les changements apparus ces dernières années sont particulièrement apparents. Les nouveaux défis sont visibles de manière concentrée en Irak: les combattants locaux et internationaux du *djihad* s'opposent à une présence occidentale massive; des sujets d'actualité font à présent l'objet de débats contradictoires diffusés pour la première fois sur les grandes chaînes de télévision arabes; des débats animés sont organisés sur des questions comme l'introduction de la démocratie occidentale, les conséquences de l'occupation du territoire, l'impérialisme, les interprétations du *djihad*, le point de vue musulman sur les attaques-suicides, etc. De nombreux groupes ont maintenant recours à ces plateformes pour propager leurs opinions. La plupart des pays arabes ont à faire face à d'immenses défis sociaux, politiques et économiques, et une grande partie de leurs populations vivent au seuil de subsistance³⁹. Il y a également le problème non résolu du conflit israélo-palestinien, question d'une importance fondamentale pour tous les pays musulmans.

Les activistes islamistes décrits dans cette partie appartiennent à un environnement complexe et qui évolue rapidement. Dans ma présentation de

37 L'International Crisis Group propose une définition de l'islamisme aussi large que celle avancée par G. E. Fuller, *op. cit.* (note 3). Elle me paraît également valable: «L'islamisme est défini [...] comme étant synonyme d'«activisme islamique», affirmation et promotion actives des croyances, prescriptions, lois ou politiques dont les caractéristiques sont considérées islamiques». Voir *Comprendre l'islamisme*, *op. cit.* (note 31), p. 1.

38 Certains points peuvent cependant être extrapolés aux communautés musulmanes du sous-continent indien, d'Afghanistan, d'Asie centrale, d'Iran et de certaines parties de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique de l'Ouest.

39 Sur le monde arabe, voir l'étude détaillée du PNUD intitulée *Rapport arabe sur le développement humain 2002: Créer des opportunités pour les générations futures*.

l'islamisme, je suivrai pour une grande part l'orientation de l'étude récente de l'International Crisis Group (ICG), *Comprendre l'islamisme*⁴⁰. Son rapport porte exclusivement sur l'activisme sunnite⁴¹ actuel, qu'il décrit comme un processus relativement récent et continu. Il existe en outre les organisations caritatives musulmanes, «intervenants» importants pour le CICR dans toute situation humanitaire dans un pays musulman. Je les mentionne ici spécifiquement, car la plupart des individus qui travaillent pour ces organisations sont plutôt des islamistes qui relient l'activité missionnaire au sens le plus large du terme avec le travail humanitaire. Je suis conscient du fait que certaines organisations importantes comme *Islamic Relief* (basée au Royaume-Uni) ne se livrent pas à des activités missionnaires.

Je tenterai de classer les États, les partis, les organisations et les groupes islamistes en vue de mettre en lumière un certain nombre de questions importantes, que je regrouperai par thèmes de discussion. Il s'agit, bien sûr, d'une simplification concernant une situation complexe, et beaucoup de sujets se chevauchent.

Organisations mondiales

Différents organismes jouent un rôle direct ou indirect dans la propagation de l'islam politique, en particulier l'organisation internationale des Frères musulmans. Il existe également des universités islamiques extrêmement compétentes dans l'étude de la position musulmane sur différentes questions⁴².

Je souhaiterais ici cependant rendre compte de façon plus précise de deux groupes actifs sur le plan international, très présents dans le domaine humanitaire et qui ont souvent une opinion claire – positive ou négative – sur le CICR.

Les mouvements missionnaires

Ces groupes ne sont pas intéressés par le pouvoir politique. Ils se concentrent sur le discours missionnaire (*al-da'wa*) et, de là, sur le renouveau de la foi, le rétablissement de la morale et le renforcement de la grande communauté des croyants (*oumma*). Il y a notamment le mouvement salafiste (*Salafiyya*),

40 *Comprendre l'islamisme, op. cit.* (note 31), p. 3.

41 De 80% à 90% des musulmans du monde sont sunnites. La majorité des autres musulmans sont chiïtes.

42 En ce qui concerne le droit international humanitaire, les universitaires soulignent la supériorité du système islamique et le fait que celui-ci est antérieur aux avancées européennes en la matière. Sans mettre en question l'universalité du droit international humanitaire existant, ils le considèrent comme un droit humanitaire européen. Ils soulignent que le droit international musulman (*siyar*) n'a pas les lacunes du droit international humanitaire européen, qu'il existe depuis plus longtemps et constitue réellement le fondement du droit international humanitaire. Ils ne contestent pas la compatibilité des deux ensembles de droit. Plus exactement, ils considèrent que l'Occident pourrait certainement apprendre de l'islam à cet égard et que, dans les pays musulmans, le droit musulman devrait également – et en fait principalement – être la référence. Pour un bon exemple, voir l'introduction de Mahmood Ahmad Ghazi dans l'ouvrage de Muhammad ibn al-Hasan al-Shaybani, *The Shorter Book on Muslim International Law*, édité, traduit et annoté par Mahmood Ahmad Ghazi, Islamabad, 1998, pp. 1-39.

apparu dans la région arabe et actuellement actif dans le monde entier, et le mouvement *Tablighi*, fondé en Inde en 1926 et qui, lui aussi, opère à l'échelle internationale.

Un point sur lequel le mouvement salafiste insiste beaucoup est celui du comportement individuel à observer sur le plan de l'habillement, des rites alimentaires, des règles à suivre pour s'asseoir, dormir, etc. Il est donc souvent critiqué par les autres islamistes, qui l'accusent de détourner les croyants des questions politiques plus urgentes et importantes avec ses préoccupations liées aux règles et aux règlements. Le mouvement salafiste est particulièrement réceptif à la description que fait Sayyid Qutb de l'«Occident décadent».

Dans certaines régions, ces groupes tendent à interpréter l'emblème de la croix rouge comme un symbole chrétien et ainsi à considérer le CICR comme une organisation missionnaire. Dans d'autres régions, l'institution peut être considérée comme faisant partie du système occidental, laïc et caritatif. Dans les deux cas, le CICR doit apaiser les craintes par le biais de contacts avec les personnes concernées.

Organisations caritatives musulmanes

Je décrirai les organisations caritatives musulmanes comme un groupe indépendant, composé en partie d'activistes islamistes mais aussi d'organisations importantes opérant selon des principes tels que la neutralité et l'impartialité.

À la différence des organisations d'aide laïques, certaines organisations caritatives⁴³ chrétiennes et musulmanes font un lien explicite avec la religion du fait qu'elles se livrent à des activités caritatives pour promouvoir leurs buts missionnaires. Cela crée des difficultés pour les organisations humanitaires, laïques y compris. L'association du travail humanitaire avec la propagation ou le renouveau de l'islam ou de la chrétienté place les organisations humanitaires dans une position de concurrence. Dans le monde musulman, on considère alors que les ONG chrétiennes mais aussi les ONG et les organisations internationales laïques œuvrent – directement ou indirectement – pour l'expansion de l'Occident et de ses valeurs. Leurs caractéristiques chrétiennes et laïques constituent une menace pour l'islam. Inversement, les ONG musulmanes paraissent, elles aussi, axées sur la *da'wa*, ou la recherche de nouveaux croyants pour l'islam et, dans le contexte de «guerre contre le terrorisme», elles sont également perçues comme des organisations militantes déguisées. Cependant, Jérôme Bellion-Jourdan⁴⁴ note une dépolitisation des ONG musulmanes ces dernières années. Il décrit la manière dont les organisations internationales musulmanes, dans les années 1980, conjugaient systématiquement *da'wa* et

43 La charité dans l'islam est régie principalement par la *zakah*, «l'aumône obligatoire est un des cinq piliers de l'islam [...] la *zakah* est utilisée pour pourvoir aux besoins des nécessiteux, propager la foi, libérer les esclaves, aider les personnes endettées, aider les voyageurs...» (traduction auteur). Voir Esposito, *op. cit.* (note 17), p. 345.

44 Voir Jérôme Bellion-Jourdan, «Helping the 'brothers', the medic, the militant and the fighter», dans Jonathan Benthall et Jérôme Bellion-Jourdan, *The Charitable Crescent*, I.B. Tauris, New York, 2003, pp. 69-84.

aide humanitaire, et dont d'importants idéologues musulmans présentaient les organisations humanitaires occidentales au Pakistan et en Afghanistan comme des sociétés missionnaires⁴⁵. Au début des années 1990, les ONG musulmanes ont été l'objet de pressions dans des pays comme l'Égypte, entre autres. Opérant alors une rupture nette avec les objectifs politiques et militaires, elles ont adopté un discours reconnu internationalement sur les questions humanitaires. Les termes de *da'wa* et de *djihad* ont disparu de leurs brochures.

Abdel-Rahman Ghandour⁴⁶ donne une description quelque peu différente. Il reconnaît que la séparation entre les ONG musulmanes et les ONG chrétiennes s'est accentuée ces dernières années. D'après lui, les années 1990 sont caractérisées par l'exclusion croissante des organisations missionnaires et autres types d'ONG chrétiennes par les ONG musulmanes dans les régions musulmanes. De ce fait, de nombreuses ONG chrétiennes ont limité leurs activités aux pays en majorité chrétiens. Parallèlement, beaucoup d'ONG musulmanes se sont définies par rapport aux communautés musulmanes locales comme étant les plus proches de celles-ci sur les plans culturel et religieux, et les plus professionnelles et légitimes. Les ONG et organisations internationales non musulmanes sont accueillies comme des partenaires, mais uniquement pour leur argent – non pas pour leur personnel étranger non musulman. À la fin de son étude sur les ONG musulmanes, Ghandour⁴⁷ parvient à l'inquiétante conclusion qu'il existe un «dialogue de sourds» entre ONG musulmanes et ONG occidentales, en même temps qu'une «guerre froide humanitaire». Selon lui, chaque partie a un point de vue simpliste, stéréotypé de l'autre comme ennemi, et les groupes plus extrêmes estiment qu'il y a peu à comprendre. Pour certains acteurs humanitaires musulmans, par exemple, il est simplement incompréhensible de faire le bien pour des motifs autres que religieux. Pour eux, le terme «non religieux» signifie «athée», et constitue donc une menace pour les croyants.

Le CICR en particulier se trouve face à des défis dans son dialogue avec les organisations caritatives musulmanes. Il importe de maintenir un dialogue ouvert, d'avoir envers ces organisations une attitude proactive. En tant qu'organisme fondateur du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, le CICR a un partenaire naturel dans les Sociétés du Croissant-Rouge, enracinées dans leurs environnements respectifs. L'institution peut travailler avec elles pour faire passer ses messages, y compris celui selon lequel le Mouvement est neutre en matière de croyance et de politique et qu'il ne tente donc pas de promouvoir la laïcité, la chrétienté ou l'islam. Les délégués du CICR doivent s'efforcer d'inclure les organisations musulmanes dans leurs activités

45 Dans son pamphlet publié à Peshawar dans les années 1980, Abdallah Azzam décrit les acteurs humanitaires comme des *mubashirun*, ou missionnaires. *Ibid.*, p. 74.

46 Abdel-Rahman Ghandour, *Humanitarianism, Islam and the West: Contest or Cooperation?*, article paru sur le site de l'HPN, Humanitarian Practice Network: <www.odihpn.org/report.asp?ID=2582> (visité le 10 mars 2005).

47 Abdel-Rahman Ghandour, *Djihad humanitaire. Enquête sur les ONG islamiques*, Paris, Flammarion, 2002, pp. 318-341.

de coordination et de coopération. Au niveau organisationnel, il serait possible de créer des lieux d'échanges où débattre des notions de travail humanitaire, faciliter les critiques réciproques et y réfléchir dans le cadre de discussions. Cela pourrait également poser les bases d'activités menées conjointement avec certaines organisations à la fois dans le monde musulman et en Occident. Ces actions symboliques pourraient aider chaque type d'organisation à s'intégrer davantage dans le contexte culturel de l'autre.

Institutions et partis locaux

Ce groupe englobe les États, les partis politiques, les établissements d'enseignement, les institutions sociales, les médias, les personnalités et les politiciens indépendants.

De même que les partis chrétiens en Occident fondent (ou fondaient) leurs programmes sociaux sur les enseignements chrétiens, les partis musulmans tentent de structurer la société conformément aux principes musulmans. Les positions radicales de leurs programmes politiques comportent des différences considérables. Dans les pays où les partis islamistes ne peuvent pas participer aux élections, il est fréquent que des groupes de parlementaires indépendants poursuivent en réalité une politique islamiste.

Dans le domaine de l'enseignement, il y a les *madrassas*, dans le sous-continent indien parmi de nombreuses autres régions. Ce type d'école, qui a commencé à apparaître au XIX^e siècle, dispense un programme d'études musulmanes suivi, de l'école primaire à l'université. Dans les régions chiïtes, il existe également les *hauzas* – centres de connaissances islamiques, où les élèves sont presque toujours des étudiants étrangers. Les universités islamiques complètent l'ensemble. Il n'est pas du tout vrai que ces établissements enseignent une forme politique de l'islam. Ce sont souvent des lieux d'enseignement très traditionnels, exclusivement axés sur la religion.

De nos jours, les médias jouent un rôle majeur. Les revues et journaux sont les instruments traditionnels des partis, tandis que les groupes radicaux tendent à davantage utiliser cassettes et vidéos. Internet est particulièrement apprécié des organisations opérant à l'échelle mondiale. Les nouvelles chaînes de télévision panarabes facilitent les débats politiques contradictoires et fournissent aux groupes d'opposition la plateforme qu'ils n'ont pas dans leurs pays respectifs.

Groupes ayant déclaré le *djihad*

Le djihad mondial: Al-Qaida

Il s'agit d'une nouvelle organisation. Les avis des experts divergent quant à ses véritables stratégie, direction, structure et force⁴⁸. Je tenterai ici d'examiner dans

48 Pour une évaluation actualisée d'Al-Qaida, voir Adam Ward (ed.), James Hackett (assistant ed.), «Combating transnational terrorism», *IISS Strategic Comments*, Vol. 10, décembre 2004, <www.iiss.org/stratcom> (visité le 10 mars 2005).

quelle mesure la stratégie de ce mouvement mondial diffère de celle d'autres groupes de combattants du *djihad*.

Il existe deux domaines clefs.

Le premier est une réorientation du traditionnel concept salafiste⁴⁹ du *djihad*, qui s'éloigne de l'alliance avec l'Occident contre le communisme soviétique ou les régimes arabes nationalistes laïcs, pour se tourner en particulier vers une confrontation directe avec les Occidentaux qui les soutenaient auparavant. Dans sa déclaration du 23 août 1996, Oussama Ben Laden décrivait sa cible: l'alliance «des croisés et des juifs». Pour cette raison, il a créé le Front islamique mondial du *djihad* contre les juifs et les croisés, et a déclaré dans une fatwa lancée le 23 février 1998 que «tuer des Américains et leurs alliés, tant civils que militaires, est une obligation individuelle pour tout musulman qui le peut, dans tout pays où c'est possible, jusqu'à ce que la mosquée Aqsa et la mosquée Haram soient délivrées de leur étreinte, et jusqu'à ce que leurs armées, fracassées et les ailes brisées, quittent les pays d'Islam, et soient incapables de menacer un musulman⁵⁰».

Le deuxième domaine clef est une réorientation du modèle de *djihad takfiri*⁵¹, depuis l'«ennemi proche», c'est-à-dire les gouvernements musulmans réputés non islamiques et corrompus, jusqu'à l'«ennemi lointain», à savoir tous les États qui soutiennent politiquement, économiquement et militairement cet «ennemi proche», ainsi qu'Israël.

En outre, Olivier Roy⁵² souligne que la majeure partie des combattants d'Al-Qaida de la deuxième génération, recrutés après 1992, viennent précisément de familles immigrées vivant en Occident. Il affirme que la quasi-totalité d'entre eux ont rompu tout contact avec leurs familles. Ils ont également rompu de façon délibérée avec la religion traditionnelle de leurs familles et construit leur propre islam individuel. Pour Roy, les attaques-suicides sont l'autre élément nouveau, qui marque une rupture totale avec la tradition musulmane orthodoxe.

L'activité médiatique d'Al-Qaida a repris nombre des doléances des habitants du monde arabe et du monde musulman en général, qu'il présente sous une forme extrême. Comme Al-Qaida a défini l'ingérence déplacée de l'Occident dans les affaires musulmanes comme un problème fondamental, l'Occident est devenu la cible d'une rhétorique puissante. Les troupes étrangères stationnées en

49 «Salafisme» vient de *salaf*, qui signifie «les pieux ancêtres». Ce nom a été donné à un mouvement réformiste dirigé par Jamal al-Din al-Afghani et Muhammad Abduh vers la fin du XIXe siècle. Il met l'accent sur le retour des doctrines islamiques à une forme pure, l'adhésion au Coran et à la sunna, le rejet de l'autorité des interprétations récentes et le maintien de l'unité de l'oumma (traduction auteur). Voir Esposito, *op. cit.* (note 17), p. 275.

50 Voir Bernard Lewis, «License to kill. Usama bin Ladin's declaration of jihad», *Foreign Affairs*, novembre/décembre 1998, p. 14 f. (traduction CJE, Chrétiens et Juifs pour un enseignement de l'Estime).

51 *Takfir*: «Déclaration selon laquelle quelqu'un est un non-croyant (*kafir*) et n'est plus musulman. À l'époque moderne, ce terme est utilisé pour sanctionner la violence contre les chefs d'États islamiques réputés insuffisamment religieux. La majorité des musulmans et les groupes islamistes rejettent la notion de déviation doctrinale» (traduction auteur). Voir Esposito, *op. cit.* (note 17), p. 312.

52 Olivier Roy, *L'Islam mondialisé*, Paris, Éditions du Seuil, septembre 2002, pp. 34 et 35.

Irak et en Afghanistan sont surnommées les «nouveaux croisés» et, les organisations internationales, soupçonnées d'être des agents de l'impérialisme.

Groupes de combattants locaux du djihad

Ces activistes surgissent dans plusieurs contextes, avec des objectifs différents.

Le «*djihad* interne⁵³» est mené contre les gouvernements musulmans considérés incroyants par les combattants du *djihad*. Dans les années 1990, ces groupes s'en prenaient aux gouvernements égyptien et algérien.

Le *djihad* visant à libérer un pays vu comme faisant partie de *dar al-Islam* (le monde de l'islam ou terre de paix) et actuellement sous occupation ou administré par un gouvernement non musulman est mené contre une armée étrangère d'occupation. Un exemple type aujourd'hui en est les territoires palestiniens occupés par Israël. Dans les années 1980, l'Afghanistan relevait de cette catégorie.

Ces groupes ont souvent une approche très pragmatique. Leur but est d'en finir avec l'occupation ou de renverser le gouvernement (souvent laïc) et, au mieux, ils sont extrêmement sceptiques quant aux véritables intentions des étrangers. Ils se méfient des organisations occidentales, dont ils soupçonnent un grand nombre d'être à la solde de l'ennemi. Il est intéressant de noter que le CICR, en tant qu'organisation humanitaire, est apprécié et respecté quand il insiste de façon systématique et cohérente sur la nécessité pour la puissance d'occupation de se conformer aux dispositions des Conventions de Genève. Les activités menées en faveur des prisonniers et de leurs familles et qui permettent de réagir de façon très concrète aux situations d'urgence sont une aide également.

Les défis que le CICR doit relever

La grande diversité de l'activisme islamique, à la fois en termes de prépondérance idéologique et d'adaptation locale, demande une lecture minutieuse des différentes réalités. Le CICR est bien équipé pour cela; ses délégués expatriés sont expérimentés, son personnel national est motivé, ses partenaires locaux sont solidement établis dans le cadre des Sociétés du Croissant-Rouge. Toutefois, les défis demeurent multiples, et tout d'abord la nécessité d'analyser le contexte à partir d'un grand nombre de preuves, et d'affiner les discussions avec les interlocuteurs importants sur le respect du droit international humanitaire. Ces deux objectifs requièrent une méthodologie solide, et ne pas relever ces défis compromettrait la réussite du travail d'une organisation humanitaire.

Analyse approfondie

Dans la situation actuelle d'extrême tension, les personnes qui dominent sont celles qui clament haut et fort leur position, en provoquant et en ayant recours à

53 Voir *Comprendre l'islamisme*, op. cit. (note 31), p. 14.

des symboles visuels. Cela a des conséquences désastreuses pour la formation de l'opinion publique, car on tire des conclusions sur les points de vue de l'«islam» ou de l'«Occident» à partir d'informations anecdotiques. Mais comment dresser un tableau plus nuancé d'un pays ou d'une région? Dans le monde musulman, rares sont les sondages d'opinion représentatifs sur les sujets examinés précédemment. De plus, il y a très peu d'entrevues bien structurées et documentées avec des membres clés de ce qu'il est convenu d'appeler la société civile dans les pays du Sud. De nombreuses analyses compilées par des observateurs occidentaux portent sur des groupes distincts et sont limitées à une zone géographique réduite. Certains tentent de tirer des conclusions générales, mais doivent la plupart du temps se fonder sur des données purement anecdotiques.

Une organisation humanitaire a besoin de savoir de manière aussi précise que possible ce qui importe réellement pour les différents segments d'une population. Elle doit pouvoir déterminer pour qui les slogans anti-occidentaux des islamistes radicaux ont un sens, et les opinions de qui ils façonnent ainsi. Pour obtenir cette information, il y a lieu de procéder à une brève analyse sur tous les pays exposés à la «guerre contre le terrorisme».

Les sources éventuelles de données intéressantes pourraient être:

a) Les contacts et les discussions

Les employés des délégations sont nos premiers contacts, car ils sont souvent représentatifs de l'ensemble de la société civile. De ce fait, ils peuvent aborder sous différents angles les points susmentionnés, les clarifier et évaluer leur importance et leur degré d'urgence. Les collègues des Sociétés du Croissant-Rouge, partout présents dans leurs pays, peuvent se faire une image complète des problèmes existants. De plus, ils aident souvent les groupes sociaux marginalisés et sont ainsi en mesure de transmettre les points de vue des minorités et de ceux qui, sinon, ne seraient pas entendus. Les délégués sont en contact permanent avec les représentants des parties aux conflits et il leur est nécessaire de connaître leur opinion en général. Les victimes des conflits, c'est-à-dire les blessés, les prisonniers, les personnes déplacées, les familles des prisonniers et des personnes portées disparues, ont un avis sur les questions de société et ont besoin d'être écoutées. Parmi les autres interlocuteurs majeurs figurent des personnalités publiques de premier plan: parlementaires issus des partis islamistes, mollahs de grandes mosquées, érudits islamiques des universités et des madrassas, journalistes travaillant pour les médias islamistes et représentants d'ONG musulmanes.

b) Une analyse minutieuse des sujets examinés dans les médias avec consultation des analyses des groupes de réflexion locaux et internationaux.

c) Une lecture attentive des études existantes, la réalisation d'enquêtes ou la coopération avec des instituts de sondage locaux ou régionaux. Actuellement, ces démarches sont insuffisantes et sporadiques. Une partie très dynamique et critique de la société civile dans les pays musulmans est jeune, cultivée, engagée politiquement et lit/observe les médias internationaux. Les enquêtes sont le seul moyen de prendre le pouls de ces personnes qui auront une orientation politique. Les autres composantes de ces sociétés sont,

cependant, également de plus en plus influencées par les médias, et les entrevues faites auprès de personnalités publiques représentatives ne permettent plus à elles seules de se rendre compte de l'opinion publique générale.

Il conviendrait de se demander si le CICR lui-même devrait faire davantage d'enquêtes dans les régions importantes. En 1999, pour marquer le 50^e anniversaire des Conventions de Genève, l'institution a procédé à une enquête à l'échelle mondiale auprès de 12 860 civils et combattants dans douze zones de guerre. Une partie du questionnaire portait sur le rôle du CICR et celui de la Croix-Rouge ou du Croissant-Rouge. Dans le rapport par pays, concernant la Somalie, par exemple, on lisait : «Après leurs propres chefs religieux, c'est au CICR/Croissant-Rouge que la population de Somalie fait le plus confiance pour la protéger et l'aider dans les périodes difficiles. Ces organisations sont non seulement largement reconnues mais aussi véritablement appréciées pour le rôle actif qu'elles ont joué en protégeant les Somaliens des ravages de la décennie précédente⁵⁴.» Ces résultats sont des indicateurs très précieux de la réussite possible des opérations humanitaires dans ce pays. Une organisation qui a à ce point gagné la confiance de la population d'un pays musulman sera à même de réagir de manière très différente face aux sceptiques, aux critiques, voire aux opposants en ce qui concerne sa présence sur place. Les difficultés ne vont pas disparaître, mais il est prouvé que l'institution accomplit un travail utile, elle a le soutien de la population et on peut être sûr qu'il y aura des discussions internes entre les personnes qui préconisent de coopérer avec le CICR et celles qui s'y opposent.

La situation est plus critique depuis 2001 à l'intérieur des zones où les troupes américaines sont présentes physiquement dans le cadre de leur «guerre contre le terrorisme». Il faut donc vérifier périodiquement les résultats de ces enquêtes. Tout nouvelle étude devrait être plus étroitement centrée sur nos propres problèmes: la perception du travail humanitaire occidental non religieux, la valeur du droit international humanitaire et son applicabilité, les principes de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, le CICR, etc. Ce type d'enquête est particulièrement nécessaire dans les pays les plus exposés à la «guerre contre le terrorisme».

Il est essentiel de débattre du bon sujet avec la bonne personne, le bon groupe ou la bonne institution. J'ai estimé dans le présent article que tous les contacts établis avec des personnes ou des institutions sont influencés par la manière dont, sur certains points, le CICR est perçu par le grand public dans un pays musulman. Les mouvements missionnaires et les organisations caritatives musulmanes soupçonnent la Croix-Rouge d'avoir des ambitions missionnaires chrétiennes secrètes et voient dans le CICR un concurrent dans le secteur humanitaire. Les partis islamistes locaux ou les institutions locales considèrent le CICR comme faisant partie du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge; c'est la raison pour laquelle la position de la Société du Croissant-Rouge de chacun des pays en cause est importante

54 Voir *People on War: Country Report Somalia. ICRC Worldwide Consultation on the Rules of War*, rapport effectué pour le Comité international de la Croix-Rouge par Greenberg Research Inc., Genève, octobre 1999, p. 24 (traduction auteur).

(comme dans l'exemple susmentionné de la Somalie). Ce groupe observe les activités menées sur le terrain dans son propre pays et en évalue l'utilité par rapport à ses propres critères.

Les groupes des combattants du *djihad* mondial mettent fortement en question l'indépendance de ceux qu'ils qualifient de «forces impérialistes». Ils emploient aussi divers stéréotypes, comme les «nouveaux croisés» et «agents occidentaux». Les groupes de combattants du *djihad* local insistent sur l'efficacité opérationnelle et la neutralité. Ils ont des problèmes concrets à résoudre et mettent le CICR constamment à l'épreuve quant à sa capacité de jouer correctement son rôle de partie neutre et indépendante.

Agir en connaissance de cause

Il ne s'agit pas ici d'élaborer de nouvelles stratégies de travail applicables dans le monde musulman. De plus, cela serait inutile puisque le CICR est présent dans ces régions depuis de nombreuses années. Je souhaiterais simplement, étant donné les tensions croissantes dans le contexte actuel, rappeler et souligner certains points fondamentaux qui pourraient renforcer nos relations avec les différents groupes.

Sensibilité culturelle des représentants du CICR

Tout délégué travaillant dans le monde musulman doit se montrer suffisamment réceptif à l'égard de la culture musulmane. À la fin des années 1980, le CICR a chargé Marcel A. Boisard d'écrire un guide à l'intention des collaborateurs du CICR dans les pays musulmans⁵⁵. Ce guide est le résultat de considérations et de propositions formulées par de nombreux délégués qui y travaillent et il ne comporte que des informations historiques de base et des renseignements sur l'islam, outre des conseils pratiques sur la manière de se comporter dans le monde musulman. La lecture de ce guide est certainement indispensable, mais ne saurait suffire à elle seule. En effet, ainsi que Boisard le souligne⁵⁶, et comme nous l'avons vu plus haut, le monde musulman n'est pas homogène sur le plan culturel. De plus, certaines attitudes adoptées vis-à-vis du CICR sont fortement influencées par la nature du conflit en cause, et la façon dont une personne réagit par rapport à un délégué est également fonction du milieu socioculturel dont elle est issue. Les délégués du CICR originaires de pays musulmans aident à promouvoir l'interaction culturelle au sein de l'institution, en même temps qu'une approche globale aux problèmes.

Se concentrer sur le mandat et les opérations humanitaires du CICR

La controverse sur la modernité et la poursuite de l'impérialisme occidental touche actuellement une corde très sensible, en particulier au Moyen-Orient.

55 Marcel A. Boisard, *Guide pratique à l'intention des collaborateurs du CICR en terres d'Islam*, Genève, 1989.

56 *Ibid.*, pp. 192 et 193.

Les discussions internes sur les tentatives occidentales d'introduire la démocratie dans la région, de «moderniser» les établissements d'enseignement et leurs programmes, etc., sont légion. Cela donne aux lecteurs de Qutb et autres adversaires d'une «invasion» culturelle occidentale l'occasion d'en débattre largement en public. Inévitablement, cela a des répercussions sur la manière dont est perçu, consciemment et inconsciemment, ce qui est considéré dans la région comme une organisation occidentale. Le CICR doit se tenir à l'écart des controverses sociales et politiques. En mettant clairement l'accent sur le mandat de l'institution en vertu du droit international humanitaire, les délégués éviteront de risquer d'être pris pour des agitateurs étrangers.

Vivre selon les principes établis

Dans le monde musulman, tout comme partout ailleurs, le CICR doit démontrer qu'il est neutre et indépendant dans la plupart des situations⁵⁷. Deux idées fausses sur la neutralité resurgissent de temps en temps. En premier lieu, dans les situations d'occupation, le CICR peut être soupçonné de se cacher derrière sa neutralité car, suppose-t-on, il n'a pas de position éthique sur les infractions au droit international humanitaire commises par les forces d'occupation. En deuxième lieu, les gens ne comprennent pas comment il est possible d'être neutre dans une guerre juste menée contre une attaque visant l'*oumma*. Dans ce cas, les actes sont plus éloquents que les paroles, et des opérations efficaces coupent l'herbe sous le pied des critiques.

Comprendre le droit international humanitaire

Il arrive souvent que le droit international humanitaire ne soit pas respecté dans les conflits qui ont lieu dans les pays musulmans également. Les attaques perpétrées contre les civils, par les militaires ou les kamikazes, sont particulièrement répréhensibles. Cependant, d'après les conclusions d'une étude effectuée par le Centre d'études stratégiques d'Amman, la majeure partie de la population considère les attaques-suicides dirigées contre les civils comme une forme légitime de résistance dans le cadre de la lutte menée contre l'occupant. Comment donc traiter ce problème pour avoir des chances d'aboutir?

Le CICR peut l'envisager à différents niveaux. Le dialogue avec des personnalités musulmanes, comme celui qu'il a eu lors de la Conférence d'Islamabad, en octobre 2004⁵⁸, peut permettre d'établir, à un niveau fondamental, une compatibilité entre les normes du droit international humanitaire et celles du droit international musulman. Parallèlement, la question d'un consensus dans le contexte de l'orthodoxie sunnite ou chiite sur des questions

57 Voir Pierre Krähenbühl, «La stratégie du CICR face aux défis contemporains en matière de sécurité: un avenir pour l'action humanitaire neutre et indépendante», *Revue internationale de la Croix-Rouge*, Vol. 86, N° 855, septembre 2004, pp. 505-514.

58 Voir le bref article de Hadia Nusrat, «Le droit humanitaire et l'islam», *Magazine du Mouvement Croix-Rouge*, *Croissant Rouge*, N° 1, 2005, pp. 24 et 25.

centrales peut, elle aussi, faire l'objet de discussions. Il serait toutefois avisé que dans le cadre de leurs contacts directs avec des groupes qui lancent ces attaques, les délégués mettent l'accent sur le droit international humanitaire plutôt que d'avancer des arguments politiques et moraux. Il est utile que les délégués sachent que l'opinion islamique orthodoxe soutient cette position juridique. De plus, ils peuvent encourager les intellectuels et les politiciens bien connus à débattre de cette question publiquement et, par là même, à influencer les comportements. Cela dit, ces démarches sont extrêmement complexes; aussi le CICR doit-il examiner attentivement dans quelle mesure il souhaite participer aux débats internes des musulmans.

En outre, le CICR ne devrait pas hésiter à être présent dans des contextes inhabituels et dans les médias où il est question de contact avec le grand public. Les délégués devront se pencher sur les problèmes actuels liés aux conflits asymétriques⁵⁹. Il est certainement possible de rendre publiques des positions communes fondées à la fois sur la tradition islamique et le droit international humanitaire. L'interaction avec la société civile devrait être aussi étroite que possible. Dans son livre intitulé *Growing the Sheltering Tree*, le Comité permanent interorganisations présente 24 exemples différents, et parfois très créatifs, de la manière de mieux faire connaître le droit international humanitaire, les droits de l'homme et le droit des réfugiés⁶⁰.

Coopération avec les Sociétés du Croissant-Rouge

Le travail humanitaire comme acte de charité est extrêmement bien vu en termes religieux, par les islamistes en particulier. Comme cela a été mentionné, les ONG musulmanes perçoivent le CICR et, dans une certaine mesure, les Sociétés du Croissant-Rouge comme des concurrents. Il convient de clarifier cette situation. La transparence est nécessaire de part et d'autre et permet d'envisager des discussions précises sur les opérations et une éventuelle coordination. Le fait d'avoir de bonnes relations avec la Société du Croissant-Rouge d'un pays déterminé, fondées sur une coopération fructueuse, peut poser les bases de relations satisfaisantes avec les ONG musulmanes.

L'emblème

Il est toujours nécessaire d'expliquer l'usage de l'emblème de la croix rouge. Les délégués du CICR doivent au moins être familiarisés avec les connotations que lui attribuent différents groupes⁶¹. Pour les groupes qui parlent en termes de confrontation mondiale entre l'islam et l'Occident, tout style de croix est le

59 Voir Tonni Pfanner, «Les guerres asymétriques vues sous l'angle du droit humanitaire et de l'action humanitaire», *Revue internationale de la Croix-Rouge*, Vol. 87, N° 857, mars 2005, pp. 149-174.

60 *Growing the Sheltering Tree: Protecting Rights through Humanitarian Action. Programmes and Practices Gathered from the Field*, Comité permanent interorganisations, Genève 2002, pp. 63 à 73.

61 Voir l'excellente étude (en anglais) sur les relations entre l'islam et le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge de James Cockayne, intitulée «Islam et droit international humanitaire: du «choc de civilisations» au «dialogue entre civilisations», *Revue internationale de la Croix-Rouge*, Vol. 84, N° 847, septembre 2002, pp. 597-626.

symbole d'agents chrétiens impérialistes. On s'efforce actuellement de s'attaquer à cette épineuse question⁶².

Intégration dans la société civile

Dans la plupart des pays musulmans, les jeunes représentent plus de la moitié de la population. Un grand nombre d'entre eux, en particulier dans les pays arabes mais aussi, très largement, dans le sous-continent indien et en Asie centrale, en Afghanistan, en Iran et dans certains pays d'Afrique, sont extrêmement frustrés à cause de la politique menée par l'Occident dans le conflit israélo-palestinien et l'intervention en Irak. De plus, ils sont inquiets pour l'avenir étant donné la précarité de leur propre situation économique et sociale. Ils soutiennent, au moins passivement, les groupes qui parlent ouvertement des problèmes et qui résistent aux occupants des pays et des populations arabes. Selon une étude effectuée par le Centre d'études stratégiques d'Amman, les jeunes du Machrek ne partagent pas nécessairement l'idéologie de ces groupes, mais considèrent certaines de leurs stratégies et méthodes comme légitimes. Comme cela a déjà été souligné, la question des relations entre le CICR et les jeunes est caractéristique de l'ensemble de la question de l'intégration dans la société civile. Les institutions, comme les universités, sont un lieu de rencontre où nous pouvons participer à des débats sur des sujets d'actualité; les médias en sont un autre. Le fait que le CICR soit présent sur Internet mérite également une attention particulière, car tous les groupes utilisent ce moyen de manière très ciblée.

Conclusions

Dans le présent article, j'ai examiné les différents points de vue que le CICR peut rencontrer dans le monde musulman aujourd'hui. Comme je l'ai mentionné dans l'introduction, j'ai choisi d'axer cette étude générale sur le monde musulman en raison de l'interaction qui existe de longue date et sous de multiples aspects entre l'institution et lui. Les conclusions de cette analyse pourraient cependant contribuer à améliorer toute relation avec les mouvements quelque peu conservateurs d'autres religions.

Les principaux messages de cette analyse sont les suivants:

Toutes les populations, aussi bien en Occident qu'en Orient, sont exposées à des images extrêmement simplistes et dangereuses de l'«autre». Des minorités parlent avec véhémence de confrontation mondiale entre civilisations, cataloguant l'autre partie de façon à engendrer la peur et la haine. Dans le monde musulman, ce qui est qualifié d'«impérialisme occidental» est considéré de plusieurs manières, mais tous estiment que ses manifestations

62 Voir François Bugnion, «Vers une solution globale de la question de l'emblème», *Revue internationale de la Croix-Rouge*, Vol. 82, N° 838, juin 2000, pp. 427-478. Une troisième édition revue et corrigée a été publiée par le CICR.

politiques et militaires sont sources de problèmes. Les groupes islamistes ajoutent à cela la notion d'hégémonie culturelle et voient la laïcisation comme le principal danger qui menace le monde musulman.

Du fait des nombreuses tensions qui règnent dans le monde musulman, il est indispensable que les organisations internationales établissent des contacts avec tous les segments de la société. Il est important de savoir ce que la «majorité silencieuse» pense de questions centrales comme l'acceptabilité du travail humanitaire effectué dans le cadre du droit international humanitaire et fondé sur les principes du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Les sondages d'opinion sur ces questions sont un moyen d'obtenir une image réellement représentative.

Le CICR a des partenaires bien intégrés dans les pays musulmans – les Sociétés du Croissant-Rouge. Celles-ci peuvent l'aider à interpréter la situation de façon plus précise et à apaiser les craintes de tous. Étant donné le mandat du CICR, il sera nécessaire de décider au cas par cas du moment où il convient d'agir conjointement et où, au contraire, il est préférable d'opérer séparément.

Nombre de personnes et de groupes dans le monde musulman soupçonnent les organisations internationales d'avoir des objectifs cachés. Selon le contexte, celles-ci peuvent être suspectées de faire du prosélytisme, d'être des agents des gouvernements occidentaux ou de promouvoir la laïcité et certains droits de l'homme plutôt que d'autres. C'est en nous conformant strictement à notre mandat humanitaire, en étant ouverts au sujet de nos opérations et, surtout, en menant des opérations humanitaires efficaces que nous pourrions convaincre les sceptiques.

Beaucoup de civils et de prisonniers devenus les victimes de la confrontation actuelle entre les forces armées occidentales et les groupes de combattants du *djihad* se sentent humiliés et affligés par la perte de leur dignité humaine. Les délégués rencontrent ces personnes dans divers pays. Le fait que, par ce contact humain, celles-ci et toutes les autres personnes ont le sentiment d'être prises au sérieux, et sont réellement considérées en tant qu'êtres humains, est extrêmement important.